

Vingt-septième session du Comité de l'agriculture – procédure de correspondance écrite

Point 4.2: Mise en œuvre des recommandations issues de la vingt-sixième session du Comité

Réponse du Secrétariat aux questions écrites des Membres

Le Secrétariat se félicite des observations reçues pour le document COAG/2020/3: «Mise en œuvre des recommandations issues de la vingt-sixième session du Comité». Les observations ont été dûment notées et sont rapportées ci-après.

En ce qui concerne la demande d'informations complémentaires sur le rôle et les activités de la FAO en vue de la transition vers des systèmes alimentaires durables dans le cadre de la résolution 7/2019 de la Conférence de la FAO, le Secrétariat note que ce sujet sera abordé au titre du point 2.6 de la session du Comité de l'agriculture, intitulé «Mise en œuvre d'une approche axée sur les systèmes alimentaires visant à accélérer la réalisation du Programme 2030».

En réponse à une question portant sur le projet «Productivité agricole durable» (recommandation 1, paragraphe 9), le Secrétariat note que l'objectif général du projet est de fournir des orientations et des outils fondés sur des données factuelles qui favorisent une transition vers une agriculture plus productive et durable aux niveaux national et local, dans le droit fil des objectifs de développement durable (ODD). Le projet concerne quatre pays pilotes (Bangladesh, Macédoine du Nord, République démocratique populaire lao et Zambie) et comprend aussi bien des activités sur les politiques que des activités sur le terrain. Au niveau des politiques, il s'agit de donner des orientations sur les instruments et les mécanismes qui créent les conditions de transitions réussies, au moyen d'analyses des facteurs favorables et d'interventions à différentes échelles géographiques. Sur le terrain, le projet vise à fournir aux agriculteurs et aux services de vulgarisation les données, les orientations et les outils dont ils ont besoin pour analyser la durabilité de leurs systèmes de production et appuyer leur transition vers des systèmes agricoles pérennes, capables de résister aux futurs chocs climatiques. Le projet consiste en particulier à renforcer les outils et les méthodes nécessaires au déploiement de l'agriculture climato-intelligente et de l'agroécologie.

En réponse à une demande concernant la situation des négociations dans le cadre de l'élaboration du Code de conduite d'application volontaire sur la réduction des pertes et gaspillages de nourriture (recommandation 2, paragraphes 14 à 16), le Secrétariat précise que celui-ci avait été élaboré selon un processus inclusif, sous la direction générale du Bureau du Comité de l'agriculture et conformément à ses orientations. Au moyen des ressources financières limitées qui étaient disponibles, ce processus a consisté à organiser une série de forums mondiaux et régionaux qui ont permis d'obtenir des contributions pour le document et des retours d'information sur son contenu de la part de différentes parties prenantes qui travaillent directement ou indirectement sur des questions liées aux pertes et gaspillages de nourriture. Ces parties prenantes comprenaient des responsables de l'élaboration des politiques, des spécialistes techniques qui travaillent dans le secteur public aux niveaux national et sous-national, le secteur privé, des organisations de la société civile, des universités et des institutions de recherche, des organisations philanthropiques, des institutions financières, des organisations régionales, des organismes de développement bilatéraux et des organismes du système des Nations Unies. Des informations complémentaires sur ce processus de consultation sont communiquées au point 2.9 de la session du Comité de l'agriculture intitulé «Code de conduite d'application volontaire sur la réduction des pertes et gaspillages de nourriture» (COAG/2020/13).

En ce qui concerne une observation sur l'examen par des pairs des dix éléments de l'agroécologie, le Secrétariat indique qu'un article a déjà été publié et qu'un deuxième est en cours d'examen en vue de sa publication dans un journal doté d'un comité de lecture (recommandation 4, paragraphe 20).

Le Secrétariat prend acte des observations sur la nécessité d'aborder l'agroécologie et les autres approches novatrices de façon équilibrée lors des débats du Comité de la sécurité alimentaire mondiale (recommandation 5, paragraphe 22).

En réponse aux questions sur le processus de collaboration lié à la revitalisation des zones rurales au profit des jeunes (recommandation 7, paragraphe 25 à 31), le Secrétariat souhaiterait faire remarquer que l'élaboration du Plan d'action en faveur des jeunes ruraux a bénéficié d'une collaboration étroite avec l'Organisation internationale du travail (OIT) et des organismes des Nations Unies, notamment les organismes ayant leur siège à Rome, afin d'obtenir des contributions et de déterminer d'éventuelles activités conjointes en fonction des différents piliers. Le Plan d'action a été communiqué bilatéralement et collectivement, via le Réseau interinstitutions des Nations Unies pour l'épanouissement des jeunes, notamment aux différents réseaux de jeunes. Les contributions reçues ont permis de façonner le Plan d'action, qui est devenu un outil commun de mise en œuvre aux niveaux mondial, régional et national et, pour la FAO, l'outil principal qui contribue directement à la mise en œuvre de la Stratégie des Nations Unies en faveur des jeunes, en collaboration avec plus de 50 entités du système des Nations Unies et organisations de jeunes. Pour ce qui est de la collaboration avec les organismes ayant leur siège à Rome, le Plan d'action a été communiqué au bureau des jeunes du Fonds international de développement agricole et au comité de la jeunesse du Programme alimentaire mondial (les entités chargées des activités qui concernent en premier lieu les jeunes au titre des programmes), qui l'ont examiné et ont recensé les possibilités de collaboration en fonction des différents piliers. La FAO et les organismes ayant leur siège à Rome ont déjà collaboré dans le cadre de nombreuses activités, notamment dans les domaines de l'emploi des jeunes dans l'agriculture, de l'inclusion financière des jeunes et de l'inclusion dans les chaînes de valeur et les systèmes alimentaires, et ont aussi apporté un appui conjoint aux jeunes dans des contextes fragiles, dans le cadre d'initiatives de travail contre rémunération. Le Plan d'action renforce davantage la collaboration actuelle, qui est déjà fertile.

Pour ce qui est des observations formulées au sujet des Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial (recommandation 8, paragraphes 33 à 36), le Secrétariat prend note de la recommandation visant à renforcer la collaboration entre ces systèmes et le Partenariat de la montagne afin d'élaborer un programme conjoint au service de systèmes alimentaires durables, qui serait propice au développement durable des régions montagneuses. À cet égard, le Secrétariat des Systèmes ingénieux du patrimoine agricole mondial a pris contact avec son homologue du Partenariat de la montagne et cherchera à intensifier leur collaboration dans ce domaine. Étant donné qu'il s'agit par nature d'un programme intersectoriel, le Secrétariat visera à transposer ses activités à grande échelle à l'appui de la concrétisation des objectifs et de la recherche de solutions aux problèmes qui seront examinés dans les grandes conférences, en particulier le Sommet sur les systèmes alimentaires et la quinzième réunion de la Conférence des Parties à la Convention sur la diversité biologique, en 2021.

En réponse aux questions portant sur les activités de lutte contre la chenille légionnaire d'automne et d'autres organismes nuisibles, plantes adventices et maladies, le Secrétariat renvoie à l'Action mondiale contre la légionnaire d'automne lancée par la FAO, dont l'objectif est triple: établir un mécanisme mondial de coordination, limiter les pertes de rendement dues à la légionnaire d'automne dans les pays infestés et réduire le risque de propagation (recommandation 11). La Convention internationale pour la protection des végétaux participe activement à ce troisième volet, pour lequel un

groupe de travail technique a été créé. À cet égard, des directives relatives à la prévention et à la préparation seront prêtes d'ici à la fin de 2020. L'Action mondiale, soutenue par la Convention internationale pour la protection des végétaux, s'intéresse de près à l'Europe, à l'Afrique du Nord et au Pacifique. Le Secrétariat convient qu'il faut renforcer la résilience des systèmes agricoles afin de combattre les organismes nuisibles, les plantes adventices et les maladies en général. À cette fin, le Secrétariat de l'Action mondiale contre la légionnaire d'automne a entrepris de recueillir toutes les solutions de gestion intégrée des ravageurs qui existent au service de la lutte contre la légionnaire d'automne. Il prépare plusieurs paniers de mesures qui prennent en compte les différentes zones agroécologiques, et en particulier la résilience des systèmes confrontés à d'autres organismes nuisibles que les ravageurs transfrontières. L'approche adoptée est globale et propre à chaque contexte, et tient compte du fait que la légionnaire d'automne est un problème pour les agriculteurs et qu'il importe de multiplier les actions de sensibilisation et de renforcement des capacités sur le terrain.

Le Secrétariat reconnaît qu'il faut remédier au problème des émissions de gaz à effet de serre et agir en faveur de l'atténuation des effets du changement climatique (recommandation 12, paragraphes 51 à 53). Il fait remarquer que, dans le cadre de l'appui qu'apporte l'Organisation aux pays, la FAO met en œuvre depuis déjà plusieurs années le Projet d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture. À l'origine, ce projet était destiné à aider les pays à contrôler et à évaluer les émissions de gaz à effet de serre et à examiner les possibilités d'atténuation, par exemple en favorisant l'élaboration de mesures d'atténuation adaptées au pays dans le secteur agricole. Depuis l'adoption de l'Accord de Paris, la FAO encourage une démarche plus globale en matière d'atténuation, qui tient compte des synergies et des arbitrages entre adaptation et sécurité alimentaire et nutrition, en particulier au titre des ODD et du Programme de développement durable à l'horizon 2030. L'équipe du Projet d'atténuation du changement climatique dans l'agriculture fournit également un appui technique aux Membres de la FAO en matière d'application générale des contributions déterminées au niveau national, afin de veiller à la bonne mise en pratique de cette approche intégrée et à une intervention unifiée de la FAO face aux enjeux complexes liés au changement climatique et à la sécurité alimentaire.

En réponse à une observation portant sur le Partenariat mondial sur les sols (recommandation 19, paragraphe 80), le Secrétariat note l'appui qu'apporte le Partenariat aux États Membres en matière de renforcement des capacités de cartographie numérique des sols et de création de systèmes nationaux d'information sur les sols et constate qu'il contribue ainsi à la prise de décisions.

Le Secrétariat prend acte des observations formulées quant à l'intégration, dans les propositions relatives aux années et journées internationales, d'une évaluation complète calquée sur les critères adoptés par le Conseil économique et social de l'ONU et par la trente-huitième session de la Conférence de la FAO en 2013 en matière de proclamation des années internationales. Le Secrétariat en informera les Membres qui souhaitent présenter une proposition relative à la célébration d'une année ou d'une journée internationale.

Le Secrétariat accueille favorablement la proposition consistant à promouvoir l'échange de connaissances entre les parties, notamment les solutions novatrices qui permettront de réduire les lacunes et les difficultés en matière de durabilité agroalimentaire dans le contexte de la crise de la covid-19. Le Secrétariat prend bonne note de l'Initiative Main dans la main de la FAO, qui représente une toute nouvelle façon pour l'Organisation de solliciter ses partenaires et un moyen de promouvoir l'innovation et de nouvelles formes de collaboration entre les Membres et leurs nombreux partenaires de développement au niveau des pays. Grâce à l'Initiative, la FAO a intensifié la formation et les innovations, ainsi que celles de ses partenaires, au moyen de nouvelles pratiques, en vue de la

prestation conjointe de nouveaux services, de la collecte et de l'analyse de données puis de leur transformation en informations concrètes grâce à des outils, ou de la mise en place de modèles fonctionnels au service de la gouvernance. On l'a vu pendant la pandémie de covid-19: l'approche de l'Initiative Main dans la main a fait ses preuves comme cadre d'une grande efficacité, qui rend possible une action rapide et intégrée face aux incidences émergentes de la covid-19 sur les systèmes alimentaires et la nutrition, qui donne un meilleur accès aux données et aux nouvelles pratiques et qui renforce les capacités de la FAO en matière de promotion de l'innovation.